

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 22/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **VALLOUREC TUBES FRANCE**

50, rue Laveissière  
BP 14  
76250 DEVILLE LES ROUEN

Références : UDRD-2022-06-254-ET GM/BV

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement VALLOUREC TUBES FRANCE implanté 50, rue Laveissière BP 14 76250 DEVILLE LES ROUEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'usine Vallourec a cessé son activité le 30 juin 2021. Des travaux de dépollution, et de mise en sécurité du site sont en cours. L'exploitant souhaite achever au plus vite les démarches qui lui incombent, dans le cadre de cette cessation d'activité, afin d'envisager une vente du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALLOUREC TUBES FRANCE
- 50, rue Laveissière BP 14 76250 DEVILLE LES ROUEN
- Code AIOT dans GUN : 0005800571
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ex IED - MTD

Jusqu'en 2016, l'usine de Déville-lès-Rouen était spécialisée dans la fabrication de tubes en acier sans soudure et leurs traitements thermiques dans des fours.

En 2016, dans le cadre de « l'adaptation usine 2016-2019 », l'activité de laminage a été arrêtée et l'usine s'est spécialisée dans les traitements thermiques de tubes en acier sans soudure qui sont fabriqués dans d'autres usines du groupe Vallourec.

Les volumes d'activité ont décru progressivement depuis lors. Les installations sont à l'arrêt depuis Juin 2021, et en cours de démantèlement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cessation d'activité, mise en sécurité du site, surveillance de l'environnement

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Accès, évacuation des déchets et produits	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 1.3.9	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance des rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 4.3.9	/	Sans objet
Travaux et mesures de surveillance	Code de l'environnement du 20/07/2014, article R.512-46-27	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les restrictions d'accès au site, au jour de la visite, apparaissent adaptées et proportionnées aux enjeux.

Il subsiste quelques déchets sur site, et quelques produits dangereux encore utilisés, mais l'exploitant s'est engagé à finaliser leur évacuation au 30 juin 2022, et à transmettre les justificatifs à l'inspection.

Les fréquences de surveillance des rejets dans l'eau vont être modifiées, les seuls rejets restant étant des eaux de nappe souterraine pompées dans les sous-sols.

Dans le cadre de la cessation d'activité, et suivant les recommandations du plan de gestion, il convient de prescrire les derniers travaux de dépollution (présence de COHV dans les gaz du sols au droit du bâtiment principal), une surveillance des eaux souterraines et des servitudes d'utilité publique pour restreindre certains usages des lieux.

**2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : Accès, évacuation des déchets et produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 1.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité du site
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comprennent notamment : [...] 2. les interdictions ou limitations d'accès au site ; [...] 5. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que les déchets présents sur le site ;
<b>Constats :</b> Les pans de clôture contrôlés par sondage ne présentaient pas d'accès possible depuis l'extérieur du site. De la concertina a été installée sur la partie supérieure des portions de clôtures vues par l'inspection. De même, les portails d'accès contrôlés par échantillon étaient fermés. L'exploitant a indiqué que, à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2022, il n'y aurait plus de personnel Vallourec sur le site, mais un gardien sera présent 24/24h. Un plan de ronde a été établi afin de contrôler, plusieurs fois par jour l'ensemble des portes et portails extérieurs, ainsi que les portes des bâtiments. Le site restera sous surveillance vidéo.  L'inspection a aussi constaté que la plupart des déchets et produits dangereux du site ont été évacués. L'exploitant s'est engagé à évacuer l'ensemble des déchets et produits dangereux au plus tard le 30 juin 2022.  L'exploitant doit justifier, sous 15 jours, l'évacuation de l'ensemble des déchets et produits dangereux encore présent sur le site au jour de la visite, et a minima : <ul style="list-style-type: none"><li>- le gazole destiné aux chariots,</li><li>- les boues de la station d'épuration,</li><li>- les produits de traitement de l'eau au sein de la station d'épuration qui ne feraient pas l'objet d'un suivi régulier par un opérateur habilité (biocide, floculant),</li><li>- les vidanges des séparateurs d'hydrocarbures.</li></ul> Il transmettra les justificatifs (Bordereau de suivi de déchets) afférents à ces opérations d'évacuation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale – 15 jours

**Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents industriels traités avant leur rejet dans le milieu récepteur doivent présenter les caractéristiques maximales suivantes [...] Les résultats sont à transmettre via l'application « GIDAF ». L'exploitant tient à jour une synthèse des résultats et réalise les actions correctives nécessaires.
<b>Constats :</b> Au jour de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant poursuivait le suivi de la qualité des eaux rejetées dans le Cailly, depuis sa station d'épuration (STEP). Les mesures en continu sont enregistrées sur une console de commande et retransmises au poste de contrôle de la station d'épuration. L'exploitant a présenté un récapitulatif des résultats de mesure depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2021. Aucun dépassement des valeurs limites prescrites n'est répertorié depuis cette date. On constate une diminution de la plupart des paramètres depuis la mise à l'arrêt de l'usine au printemps 2021. L'exploitant indique que, depuis plusieurs semaines, les opérations de nettoyage sont achevées, et les seules eaux qui transitent par la STEP sont les eaux de résurgence de la nappe dans les sous-sols du bâtiment principal, et qui sont pompées pour éviter l'inondation de ces zones. L'inspection a constaté un débit d'évacuation d'environ 40 m <sup>3</sup> /h en sortie de STEP, par temps sec. Ce pompage devant être maintenu en permanence, l'exploitant s'interroge sur la nécessité de maintenir la surveillance de la qualité du rejet, aux fréquences de l'arrêté du 15/06/2018 (journalière pour les matières en suspension par exemple), alors qu'il n'y a plus d'effluent en lien avec un process.  Au regard des éléments présentés ci-dessus, le maintien d'une surveillance à des fréquences journalières ou hebdomadaires ne paraît plus proportionnée aux enjeux du site. En revanche, abandonner la surveillance tant que le pompage est maintenu n'est pas envisageable dans la mesure où l'acheminement des eaux de certains pompages de résurgence de la nappe directement vers la STEP se justifie encore par la présence potentielle de pollution dans ces zones et donc dans les eaux pompées. . En conséquence, l'inspection propose de réviser les modalités de surveillance des rejets aqueux du site en sortie de STEP vers le Cailly et propose à M. le préfet de la Seine-Maritime un projet de prescriptions complémentaires . Il est proposé de maintenir une surveillance de l'ensemble des paramètres listés à l'article 4.3.9 de l'arrêté du 15/06/2018, à une fréquence trimestrielle au lieu de journalière et hebdomadaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> - APC

**Nom du point de contrôle : Travaux et mesures de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/07/2014, article R.512-46-27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité du site
<b>Prescription contrôlée :</b> II. – Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22 les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.
<b>Constats :</b> Le plan de gestion du site du 30/09/2021 recommande : <ul style="list-style-type: none"><li>- le traitement de terres polluées aux hydrocarbures (HC) sous une cuve d'huile ;</li><li>- le traitement de gaz du sols pollués aux solvants chlorés (COHV) ;</li><li>- l'institution de servitudes d'utilité publique (SUP) visant à restreindre les usages possibles du site, une fois les travaux de dépollution nécessaires effectués ;</li><li>- la mise en oeuvre d'une surveillance de la qualité des eaux souterraine pendant 4 ans.</li></ul> <p>L'exploitant a transmis les justificatifs de fin de travaux relatifs aux terres polluées aux HC par courriel du 4 février 2022.</p> <p>Il a aussi transmis un dossier de demande d'institution de SUP à la même date.</p> <p>Concernant les gaz du sols, l'inspection avait demandé à l'exploitant, suite à la visite du 20/12/2021, de réaliser une campagne de test de la méthode de dépollution proposée par le plan de gestion (méthode de "venting" : injection et extraction d'air dans les sols pour récupérer la pollution), avant fin juin 2022. Par courriel du 8/06/2022, l'exploitant a transmis le rapport de cette campagne de test. Ce rapport conclut qu'un traitement par "venting horizontal" s'avérerait adapté, et ajuste ainsi le scénario de dépollution envisagé, mais confirme son adéquation. Le rapport estime, par ailleurs, qu'une durée de traitement de 6 à 8 mois pourrait s'avérer suffisante pour les zones les plus polluées.</p> <p>Au regard de ces éléments, l'inspection propose à M. le préfet de la Seine-Maritime une version actualisée du projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant le 20 janvier 2022, afin de prescrire à Vallourec la réalisation des travaux de dépollution relatifs aux gaz du sols, afin de rendre le site dans un état compatible avec un usage futur de type industriel.</p> <p>Suivant les recommandations du plan de gestion, l'inspection propose à M. le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral prescrivant la réalisation de campagnes de suivi de la qualité des eaux souterraines, au droit du site, pendant 4 ans.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral d'institution de SUP sera également transmis au propriétaire du terrain (Vallourec) et à la mairie de Déville-lès-Rouen, pour avis, conformément au code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet – 2 arrêtés complémentaires, et à terme 1 arrêté de SUP